



Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?

Assemblée Générale 2011



Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?

Assemblée Générale 2011

L'association internationale sans but lucratif, "*Global Cities Dialogue on Information Society*", créée en novembre 1999 à Helsinki (Finlande), a été la première initiative internationale basée sur l'engagement des maires de ses villes membres, de travailler sans relâche en faveur de l'égalité d'accès à la société de l'information. Au cours des 10 dernières années, cette initiative a rallié un total de 184 villes des quatre coins du globe.

Le rôle de l'association est de stimuler et de mettre en place des actions facilitant le développement de la société de l'information grâce à des relais locaux et ainsi permettre de :

- partager les initiatives, expériences et savoir-faire ;
- soutenir les villes dans la mise en place d'accords bi/multi latéraux
- encourager les villes à participer au dialogue avec par exemple le *Global Business Dialogue* (GBDe) ou le *Knowledge Society Forum* (Eurocities) et ainsi contribuer à résoudre les problèmes qui freinent l'essor de la société de l'information.

Pour atteindre ces objectifs, *Global Cities Dialogue* a adopté un plan d'action qui fixe des objectifs sur deux ans.

Lors de l'assemblée générale de novembre 2010, trois axes de travail ont été identifiés, placés sous la responsabilité d'un des membres.

Les enjeux du débat



Cette étude dresse un état des lieux des démarches en cours dans les villes membres du *Global Cities Dialogue* (GCD) s'appuyant sur les initiatives phares, mais aussi sur les débats qui ont lieu sur le développement de l'Open Data au niveau national et local.

Faut-il adopter une stratégie Open Data ? Pourquoi ? Comment ? Quels outils sont déployés ? Quels types de données sont concernés ? Quelles sont les contraintes ?

Ce rapport a été réalisé par la Ville d'Issy-les-Moulineaux, qui coordonne un groupe de travail sur l'e-Gouvernement au sein de l'association *Global Cities Dialogue on Information Society*



Pour 2011-2012 les trois projets de réflexion sont :

- **Going ecolocal (Vers l'écolocal)**

Ce groupe de travail focalise sur la promotion de projets mettant en place des services innovants et durables. Il traite notamment la question de l'économie d'énergie des technologies de l'information et de la communication au niveau local. Ce projet est à l'initiative de la ville de Cologne (Allemagne) qui en est également le leader.

- **Digital Solidarity (Solidarité numérique)**

Ce groupe de travail est mené sur la base d'un partenariat entre la ville de Dolisie en République du Congo et l'association allemande «Senegal und Freunde eV » basée à Brême. Le groupe de travail soutient activement le programme Sankoré de solidarité numérique pour l'Afrique. Celui-ci est un programme de jumelage avec le développement des relations entre des écoles françaises et africaines pour accompagner l'équipement numérique mais aussi le partage de ressources pédagogiques. On retrouve d'ailleurs un accès gratuit au portail Sankoré d'éducation. Cela permet un échange des différentes bonnes pratiques et surtout un échange culturel entre les élèves des classes prenant part à ce programme.

- **e-Government (e-Gouvernement)**

Ce groupe de travail est dédié au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) au niveau des gouvernements locaux mais aussi à la mise en place de nouveaux services web et mobiles. Il est piloté par la ville d'Issy-les-Moulineaux, qui propose de réfléchir sur la question de l'Open Data au niveau local.

C'est donc dans ce cadre que s'inscrit cette étude sur les pratiques et enjeux de l'Open Data dans les villes membres du GCD. Qu'est-ce que l'Open Data ? Pourquoi s'y investir ou non ? Quels impacts sur l'organisation des services ? Quelles influences sur la démocratie locale ? Quels coûts ? Ce sont autant de questions qui se sont posées aux auteurs de cette étude qui ont interrogé les membres du GCD.

Un sujet récent pour les collectivités locales

L'Open Data est un sujet récent pour les administrations nationales, régionales et locales. Nous avons interrogé 80 villes membres du GCD, réparties sur tous les continents et de tailles différentes. Vingt ont répondu, soit un quart de l'échantillon, et moins de dix exemples significatifs ont pu être dégagés.

La Révolution numérique de ces dernières années a permis à Internet de devenir un vecteur incontournable de partage de tous types de données (statistiques, informations professionnelles,



personnelles, touristiques, géographiques, cartographiques, financières...). L'explosion des smartphones et des applications associées a encore renforcé le phénomène : aujourd'hui, toute personne peut accéder instantanément à l'information qu'il souhaite, pourvu qu'il soit équipé et connecté.

Cela suscite une attente de plus en plus forte pour accéder à tout type d'information jugée utile. La polémique autour de Wikileaks illustre l'antagonisme entre les partisans d'une transparence totale et ceux qui considèrent que notre société a besoin de protéger certaines informations. Le débat est d'ailleurs déjà ancien, puisque l'accès aux documents administratifs est réglementé depuis plusieurs décennies (1978 en France, avec la création d'une Commission officielle d'accès aux documents administratifs). La numérisation de ces documents administratifs bouleverse, bien évidemment, la donne. Des organisations non gouvernementales ou de jeunes entreprises innovantes considèrent ces données comme une précieuse matière première, susceptible d'offrir de nouveaux services à la population.

Internet a également donné naissance à une économie des données, comme on peut le voir avec des géants tels que Facebook ou Google, dont les données collectées dans le cadre de leurs activités permettent un accroissement des services offerts tant à leurs utilisateurs qu'à leurs clients. Les acteurs du web ont montré un certain volontarisme en faveur du mouvement d'*Open Data*, c'est-à-dire de la libération des données sur des plateformes ouvertes et gratuites. Ils ont développé les outils permettant une interconnexion entre ces données pour en tirer des bénéfices en termes d'usages et de chiffre d'affaires. Aujourd'hui, les acteurs du web (internauts, associations, entreprises ou développeurs) souhaitent que cette dynamique s'étende du côté des acteurs publics. Une forte pression est exercée pour que les Etats et les collectivités territoriales s'engagent dans ce mouvement et prennent leur place au sein de cette dynamique de « Web des données »¹.

En effet, l'utilisation de ces données brutes pourrait permettre la création de nouveaux services pratiques et utiles mais aussi une source d'informations très instructives pour les citoyens. En mai 2011, Olivier Schmit, Président de la commission "Mise à disposition et valorisation des données publiques" auprès du Premier Ministre français, rappelait que l'offre de données publiques via le numérique existait déjà pour la météo, la statistique nationale, la géographie et la législation qui sont des domaines phares de l'information publique.

Si aujourd'hui, des Etats libèrent déjà des données publiques, le mouvement de l'*Open Data* cherche à pousser plus loin les démarches déjà entreprises. Or, la libération des données pose de nouveaux problèmes et enjeux, comme les modalités juridiques, techniques et l'émergence d'un écosystème.

¹ Le web des données est une dynamique permettant aux machines d'interagir avec les bases de données libérées sans intervention de la main de l'homme (par exemple des services qui s'actualisent en temps réel automatiquement).



Pour certains acteurs associatifs, comme l'*open Knowledge Foundation*, il paraît normal et indispensable que les collectivités locales libèrent les données qu'elles collectent. Cela permettrait une plus grande transparence de l'action publique. Et offrirait aussi la possibilité de mieux connaître leur fonctionnement, d'améliorer ou de créer des services innovants pour les citoyens et entreprises de leur territoire et, enfin, de constituer une source d'informations fiables permettant aux journalistes (Data journalisme) d'utiliser plus de données pour développer de nouveaux modes de visualisation de l'information publique.

Le mouvement Open data : des États aux collectivités locales

Le concept d'*Open Data* appliqué aux pouvoirs publics émerge au début des années 2000 avec la volonté affichée par l'Europe de se tourner vers des modes de gouvernance électronique (ou eGouvernance). Ce débat ne se situe pas uniquement à l'échelle des États. Selon l'Union Européenne, les autorités régionales et locales ont un rôle clé à jouer dans la promotion et la mise en œuvre de l'administration en ligne². Les débats ont permis de structurer les attentes de la mise en place d'une telle politique.

L'*Open Data* s'inscrit dans une dynamique ayant pour objectif de créer un environnement favorable à l'investissement privé, à la création d'emploi, à la stimulation de la productivité, et à la modernisation du service public. Cette dynamique permet également de donner aux citoyens la possibilité de participer plus activement aux débats et processus de développement de leurs villes ou pays respectifs. Il s'agit également de faire bénéficier les agents économiques de plus de services pour mieux vivre au sein de leur environnement politique, économique, social et culturel. Ce processus implique un échange permanent de l'information entre tous les acteurs de la vie économique et sociale en vue de développer et de partager les bonnes pratiques dans ce domaine.

Le mouvement en faveur de l'*Open Data* a pris une nouvelle dimension lors de l'élection à la Présidence des États-Unis de Barack Obama en 2008. C'est peu après son investiture qu'il exprime sa volonté de mettre en œuvre une politique allant dans le sens de l'*Open Government* (ou Gouvernance Ouverte). Cela se traduit par une série de mesures prenant en compte trois objectifs principaux:

- une plus grande transparence du gouvernement;
- une plus grande participation des citoyens pour permettre une plus grande efficacité des politiques publiques ;
- une collaboration accrue entre tous les acteurs publics/privés dans le développement de nouveaux services³.

L'administration Obama cherche à faire évoluer les modes actuels de gouvernance grâce aux possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication. Cette vision est

² Rapport du Comité des régions : GOUVERNANCE ET TIC Actions novatrices d'administration en ligne aux échelons local et régional - 2003

³ Memorandum on Transparency and open government, Barack Obama, 21 Janvier 2009

Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?

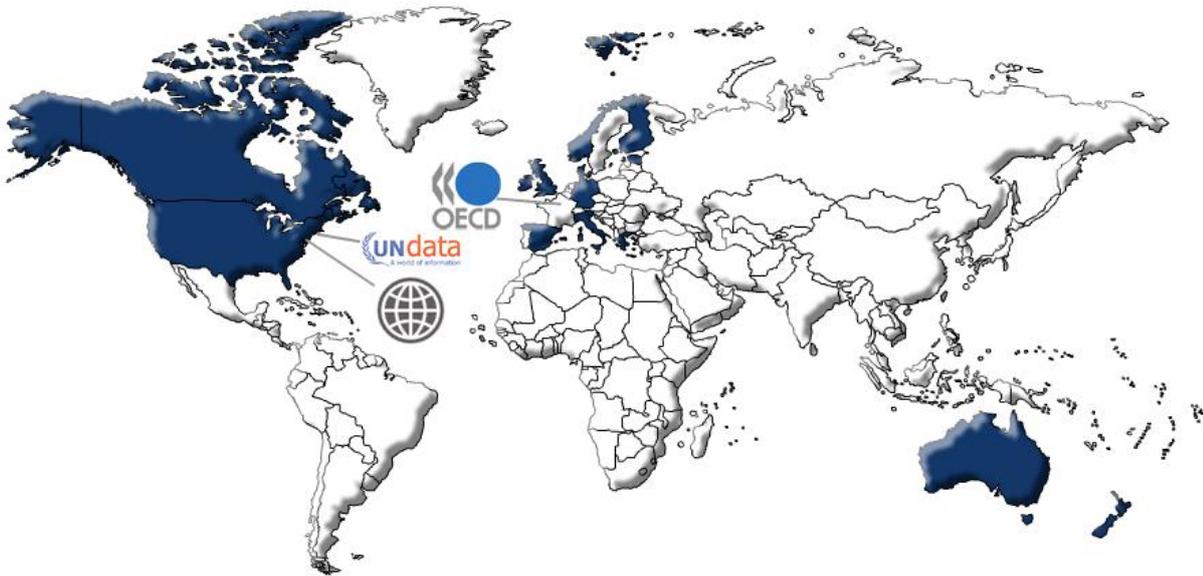


commune aux Etats-Unis et à l'Europe. Quatre mois après la publication du mémorandum sur la transparence et l'ouverture du gouvernement, le site Internet www.data.gov publiait en ligne des jeux de données publiques à disposition des citoyens, associations, entreprises et autres organisations.

Le Royaume-Uni a suivi le pas des Etats-Unis et publié son site de données ouvertes : www.data.gov.uk, suivi plusieurs autres pays, dont la France, avec la mise en place de la mission Etalab début 2011, chargée de développer le site www.data.gouv.fr pour la fin de cette année. Le site sera "destiné à rassembler et à mettre à disposition librement l'ensemble des informations publiques de l'Etat, de ses établissements publics administratifs et, si elles le souhaitent, des collectivités territoriales et des personnes de droit public ou de droit privé chargées d'une mission de service public"⁴.



⁴ Extrait du Décret n° 2011-194 du 21 février 2011 portant création d'une mission « Etalab » chargée de la création d'un portail unique interministériel des données publiques



L'open

data ne se limite pas qu'à la simple diffusion de données publiques par les gouvernements locaux, régionaux et nationaux. Il couvre une dynamique beaucoup plus large visant à faire mûrir et entretenir un écosystème d'échanges et de collaboration entre les parties prenantes de ce mouvement. La finalité de la démarche est la libération des données dans les meilleures conditions possibles par les organisations qui les produisent, afin de favoriser la qualité de futurs usages. Les réutilisateurs potentiels (entreprises privées, associations, journalistes, citoyens ou d'autres institutions) seraient ainsi en mesure de créer de nouveaux services et de produire de nouvelles informations pour les citoyens (ou clients).

La mise en œuvre de l'Open data au sein des collectivités du GCD

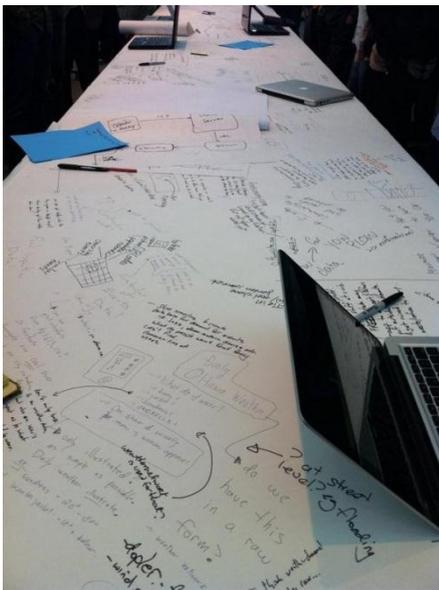
Premier enseignement de l'étude menée au sein des membres du GCD : les initiatives lancées par les collectivités dans le domaine de l'Open Data répondent soit à une forte impulsion politique, soit à la demande de mouvements associatifs, comme avec l'*Open Knowledge Foundation* en Angleterre, la *Sunlight Foundation* aux Etats-Unis ou, en France, *Regard Citoyens* à Paris ou *LiberTIC* à Nantes.

Prenons le cas de la ville de Marseille, membre du GCD. L'ouverture des données publiques de la ville sert à la préparation d'un évènement majeur pour la ville. En 2013, Marseille sera capitale européenne de la culture. Pour mettre en place la politique d'ouverture des données de la ville, deux ateliers furent organisés avec le soutien de la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING). Ces réunions ont accueilli une quarantaine de représentants d'associations et de la ville, dont des



graphistes, designers, ingénieurs...⁵. Grâce au dynamisme de la société civile, une réflexion approfondie sur les tenants et aboutissants de la démarche a été menée.

Mais les données, pour être réellement publiées, nécessitent une forte volonté politique. Une dizaine de villes (Helsinki, Manchester, Lyon, Bamako, Bruxelles, Berlin, Marseille...) ont répondu s'inscrire dans une dynamique d'*Open Data*. Pour la plupart de ces villes, la dynamique a été impulsée par les élus. Ce volontarisme tend à améliorer la transparence de l'action publique, le niveau de service, et à économiser de l'argent. En effet, une douzaine des villes ayant répondu mettent en avant l'importance de cette volonté politique. On peut se poser la question du pourquoi ? « L'*Open Data* fait beaucoup réfléchir aux infrastructures mais pas assez sur le jeu d'acteurs »⁶.



Une illustration de l'importance de la volonté politique est la ville d'Helsinki. L'initiative de la capitale finlandaise a été impulsée par une politique numérique de haut niveau, se traduisant notamment par un système d'information de très grande qualité. Son ambition stratégique a permis de rallier les services municipaux autour d'un but commun : libérer les données publiques pour plus de transparence et pour créer de nouveaux services innovants pour les citoyens, entreprises et administrations.

Une fois la décision politique prise, la plupart des villes ont mis en place des outils de consultation afin de réunir les différents acteurs concernés. Cela permet d'identifier les données effectivement libérables (légalement et techniquement), les plus intéressantes pour les entreprises et les développeurs qui vont travailler dessus, ou le format sous lequel elles seront libérées pour répondre aux attentes des opérateurs. Tout cela se déroule en amont de la libération des données lors de *workshop*, qui sont autant d'occasions de réunir les acteurs potentiels du mouvement : élus, responsables des services municipaux concernés, développeurs, entrepreneurs, membres d'associations, citoyens ou journalistes. C'est la base de la création d'un écosystème autour de l'open data local.

Afin de stimuler cet écosystème, les villes impliquées ont lancé des concours avec des primes importantes, pour susciter le développement de nouvelles applications. Ces concours permettent aux villes de tirer profit rapidement et à coûts réduits de la libération de leurs données. Pour illustrer cela, on peut citer :

⁵ <http://fing.org/?La-fabrique-des-services-urbains-a>

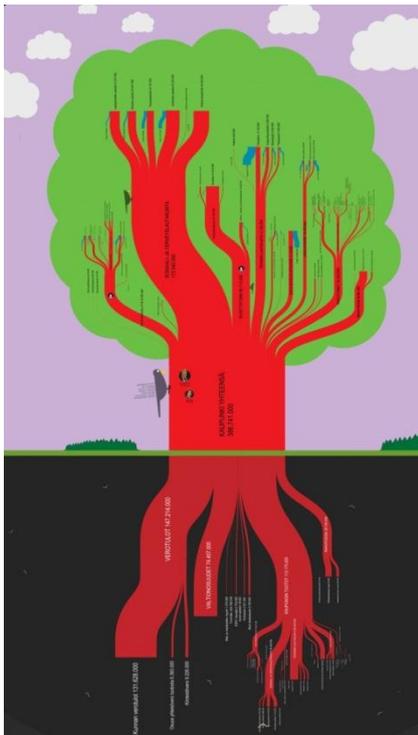
⁶ Propos tenus par Claire Huberson (Datact) lors des rencontres « l'open Data des villes en mouvement » le 16 juin 2011



Apps4Finland ce concours est organisé tous les ans. On retrouve 4 catégories : l'**idée** (la meilleure idée d'utilisation des données publiques) avec une récompense de 1000€, l'**application** (la meilleure application utilisant des données ouvertes), la visualisation (le mode de visualisation le plus innovant) récompense de 2000 €.

Exemples de réutilisations des données, présentées lors de ce concours :

- Tax tree (Veropuu)⁷



La libération des données publiques permet de développer de nouvelles façons de présenter les données, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des chiffres.

Voici un bon exemple, reprenant le budget Finlandais. Les recettes sont matérialisées par les racines de l'arbre, tandis que les branches représentent les différentes dépenses.

La ville de San Francisco, forte de sa position de proximité avec la Silicon Valley, a aussi créé son évènement autour de la création d'applications utilisant des données publiques. Cet évènement fut annoncé par le maire de la ville et soutenu entre autres par la *Sunlight Foundation* et *Code for America*, deux associations très actives aux Etats-Unis en ce qui concerne le mouvement *Open Data*.

- **DataSF App contest** (évènement annuel) voici quelques exemples d'applications développées par la communauté à l'aide des données libérées sur le site datafs.org
- **SFpark** est une application qui reprend les données de parkings municipaux disponibles en temps réel. On retrouve aussi les tarifs. C'est typiquement le genre d'applications qui permet aux usagers (citoyens, visiteurs et touristes) de mieux vivre dans cet espace. Cela est donc un atout en termes d'attractivité pour San Francisco.

⁷ <http://www.mahdollista.fi/2010/09/30/veropuu-2/>



Page d'accueil du site sur lequel on peut retrouver l'application en téléchargement⁸

SFpark The Project | How it Works | FAQ | Resources | News | Contact Us

Find Parking
To find parking in SFpark areas select a blockface on the map to view availability and pricing.

Select a Neighborhood

How does it work?
New technologies and approaches make parking easier and faster. This means less circling and double-parking, leading to cleaner air, safer streets and a clearer path for Muni vehicles.
[Learn more](#)

Download the parking app
You can now check San Francisco parking availability and pricing information from your iPhone using this FREE downloadable app. Android app coming soon!
[Download app](#)

Share This Page
t f e+
Featured News [RSS](#)
SFpark app featured on NPR's All Things Considered
Posted on 08.30.11 in [Apps](#), [Press Clippings](#), [The Project](#)
NPR's Richard Gonzales takes a look at the SFpark app and demand-responsive pricing.
[SFpark expands parking sensor program](#)

Les freins à la mise en œuvre de l'Open Data

Si d'un côté certaines villes entrent dans ce mouvement, il est intéressant de chercher à comprendre pourquoi d'autres ne s'engagent pas dans cette dynamique.

L'Open Data est un processus qui a un impact important sur l'organisation des services publics locaux. Il implique de s'interroger sur des questions juridiques (protection des données personnelles, propriété intellectuelle), technique (format, plateforme dédiée), organisationnelles (prise de décision, mise en œuvre). Cela suppose donc, on l'a dit, une forte volonté politique, mais aussi une organisation adaptée. En Allemagne, la ville de Brême a ainsi mis en avant le changement de majorité politique, qui aboutirait à une réorganisation des services municipaux, pour expliquer

⁸ <http://sfpark.org/>



l'absence de stratégie open data. Lors d'un entretien avec une employée d'une autre municipalité, nous avons pu identifier les difficultés rencontrées au quotidien pour obtenir de l'information de la part d'autres services, pour savoir quelles informations étaient en leur possession, et même pour identifier sous quelle forme elles étaient stockées (bases de données électroniques ou archives papiers).

Autre frein, la définition même de l'Open data. Pour certains, les licences ne respectant pas les principes d'ouverture définis par l'*Open Knowledge Foundation* ne sont pas considérées comme libres. Tout type de données, des sonnets aux statistiques ou encore des gènes aux données géo localisées sont considérées comme ouvertes si il est possible de les utiliser, de les réutiliser et de les redistribuer sous réserve tout au plus d'obligation d'attribution⁹ et de share-alike¹⁰.

On peut constater qu'aujourd'hui une grande majorité des acteurs de l'*Open data* est pour la gratuité de l'information. Il faut rappeler que ces informations collectées l'ont été grâce aux impôts des contribuables et des entreprises. Il serait difficilement concevable de demander une rétribution pour accéder à celles-ci. Une fois l'accès garanti, le problème qui se pose est leur réutilisation. Pour rester sur l'exemple de la France des mesures furent prises lors de la transposition de la directive européenne du 17 novembre 2003 « sur la réutilisation des données publiques » dans le droit Français en 2005.¹¹ Plutôt que de renoncer à tout droit sur ces informations ou données produites par l'état, le choix fut de laisser aux établissements publics le contrôle sur leurs productions. Il est donc nécessaire de réfléchir à une licence de réutilisation de ces données ou informations.

Du fait de la multiplication des initiatives, on observe une multiplication des initiatives en termes de licence. Notre étude a permis de constater ce phénomène sur le terrain, car chaque ville et chaque pays utilisent des licences différentes qui, dans certain cas, n'assurent pas la libre réutilisation des données publiques et même la bloquent. Le mouvement se globalisant, certains services développés par la libération des données publiques nécessitent des données provenant de plusieurs villes, régions ou pays. Or, si les différentes licences utilisées sont incompatibles, cela limite l'interopérabilité nécessaire de ces différentes sources d'informations.

La ville d'Helsinki a ainsi développé sa propre licence permettant la réutilisation commerciale ou non des données¹². La communauté urbaine de Bordeaux a développé une licence en reprenant les préconisations de l'Agence du Patrimoine Immatériel de l'Etat (APIE). Leurs données peuvent ainsi être réutilisées gratuitement et sans conditions particulières.¹³

⁹ Obligation de citer le producteur de la données ou information concernées.

¹⁰ Engagement de remettre la création issue de l'utilisations des données ou information, sous les mêmes conditions d'utilisation et de réutilisations.

¹¹ <http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/qui-somme-nous/reutilisation-informations-publiques.html>

¹² <http://www.hri.fi/en/terms-and-conditions/>

¹³ <http://data.lacub.fr/license.php>

Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?



La ville de Barcelone a opté pour la licence Creative Commons¹⁴ 3.0, la dernière version développée par l'association internationale. Elle est, aujourd'hui, la licence la plus adaptée à ce type de pratique, mais le groupe de travail sur la standardisation des licences de réutilisation des données publiques en Europe préconise la licence *creative common zéro*. Celle-ci permet une réutilisation encadrée mais flexible à l'usage. Au niveau européen, de nouvelles préconisations pour une licence européenne de réutilisation des données publiques seront publiées en janvier 2012. .

Pour finir, un autre frein à la libération des données est le flou juridique autour des juridictions compétentes en cas de litige sur les jeux de données. Il n'est, en effet, pas clairement défini si les licences développées font office de contrat ou non. Cela laisse s'installer le doute dans l'esprit des décideurs publics.

L'*open data* pose aussi des questions de format. Il faut rappeler que les données publiques ont longtemps été collectées sans informatique. Et que les données informatisées d'aujourd'hui ne sont pas forcément adaptées aux formats permettant une réutilisation par le plus grand nombre. Cela engendre des débats pour la mise en place de standards.



Exemples de formats aujourd'hui utilisés par les administrations :

- Le format papier ou le scan de papier : obligation de retraiter les données pour les numériser.
- Le format PDF n'est pas non plus une solution idéale car c'est un format dit propriétaire. Il faut posséder les logiciels spécifiques pour ouvrir ces fichiers.

Les villes de Vina Del Mar au Chili et de Trikala en Grèce ont pourtant libéré leurs données en PDF, considérant qu'elles remplissent leurs obligations de transparence.

- Le format Excel est plus pratique pour la réutilisation mais pose toujours le problème du format propriétaire
- Le format CSV est l'équivalent du format Excel mais il est libre, au même titre que le Resource description Framework RDF¹⁵, recommandé par les associations du mouvement de l'*Open Data*. En plus d'être libres ces formats permettraient une meilleure utilisation des données compatibles avec les problématiques de programmation. Les villes de San Francisco, Boston, Bordeaux, Bilbao, Manchester utilisent ces formats.

¹⁴ Creative Commons est une organisation à but non lucratif qui développe, supporte et structure les cadres juridiques et techniques qui maximise la créativité numérique, le partage et l'innovation.

¹⁵ [\(http://creativecommons.org/\)](http://creativecommons.org/)
<http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9tadonn%C3%A9e>



Un autre enjeu majeur est la manière de qualifier les bases de données avec ce que l'on appelle les métadonnées. Une métadonnée est une donnée servant à définir ou décrire une autre donnée quelques soit son support. Les métadonnées sont la base du web sémantique. Elles sont définies dans le cadre du modèle Resource description Framework (RDF). Ce modèle a été développé par le *World Wide Web Consortium (W3C)* qui est à la base du web des données¹⁶.

W3C élabore des formats standards afin de permettre une réutilisation des données par le plus grand nombre et de les faire interagir au maximum ensemble. Ces formats sont ouverts, mais certaines organisations utilisent des solutions propriétaires qui ne permettent pas l'utilisation des données par tous en raison des des licences logiciels nécessaires pour les lire.

Ce débat technique est un réel frein pour les villes n'ayant pas un système d'information développé, car cela implique forcément des coûts et la mise en œuvre de nouvelles compétences.

La multiplication des plateformes d'open data peut aussi rapidement devenir un frein au développement de ce mouvement. Aux États-Unis, la coexistence de plus de 2000 plateformes de données publiques a été critiquée en raison de l'absence d'économies d'échelle. Des sites indépendants répertorient et mettent à disposition des données publiques. Pour la ville de San Francisco, plusieurs sites permettent de télécharger des données sur la ville. On retrouve en premier lieu le site officiel, suivi par des sites indépendants, le site de l'agence de transport, ou encore de l'institut de recherche marine et ce que sur la première page.

C'est une question d'autant plus importante que la multiplication des plateformes est aussi un frein à l'objectif de transparence, un des enjeux principaux de ce mouvement. Les utilisateurs de données se retrouvent perdus dans une masse de sources. Macon Phillips¹⁷ souhaite d'ailleurs lancer une campagne pour diminuer les gâchis. En effet, Il estime à 2000 le nombre de sites « officiels » de libération de données et à 24000 le nombre de « sous sites » sur lesquels on peut retrouver des données du gouvernement¹⁸.

¹⁶ http://fr.wikipedia.org/wiki/Resource_Description_Framework

¹⁷ Directeur des nouveaux Medias à la Maison Blanche

¹⁸ <http://governingpeople.com/inesmergel/22789/toomanywebsitesgov>



Pour y répondre, on commence à assister au développement de portails communs, comme celui du Pays Basque, en Espagne, (Euskadi.net) qui a l'ambition d'être le point d'accès aux données publiques de toute la région.

Même ambition à Helsinki où un portail commun propose les données de la capitale Finlandaise et les villes voisines composant l'agglomération.

Des retombés économiques encore incertaines

Selon l'Union Européenne, les retours attendus de la mise en place de l'*Open data* sont de 27 milliards d'euros¹⁹ si l'on tient compte des créations d'entreprises, de nouveaux services et des emplois qui seront générateurs de valeurs dans le futur. Ce chiffre doit être comparé aux 140 milliards d'euros d'impact global sur l'économie évalués dans une étude de Graham Vickery (*Head of the Information Economy Group and programme Director for OECD Information Technology, digital content, e-business and industry, and ICT and environment programmes*) qui sera publié à l'automne²⁰.

Les coûts de déploiement d'une solution Open Data sont tout autant difficiles à évaluer. Si on peut facilement évaluer le coût de la mise en place d'un site internet regroupant les données publiques (250000 euros pour le budget du site Data.gouv.fr²¹ ou 11000 € pour le logiciels de gestion du site plus 4000 € pour l'hébergement annuel pour l'agglomération de Manchester²²), ceux-ci sont variables selon les initiatives et les échelles géographiques d'application de l'*Open Data*.

D'autres coûts sont à envisager, comme le mode d'acquisition des données produites afin que celles-ci soient mises en forme directement au bon format, l'embauche de nouvelles compétences internes et un appel plus fréquent à des compétences externes. Cela constitue une « des raisons pour lesquelles celles-ci se posent la question du : pourquoi devrait-on y aller ? D'autant plus qu'elles ne quantifient pas du tous les bénéfices sociaux ou économiques directs et indirects »²³.

En ce qui concerne les gains issus du mouvement *Open Data*, Il est aujourd'hui quasiment impossible de définir précisément cet impact. Pour justifier leur action, certaines villes mettent en avant des chiffres mais ces évaluations restent peu objectives.

¹⁹ The European Commission's MEPSIR Report (Measuring European Public Sector Resources), publié en Juin 2006

²⁰ Information recueillie auprès de Richard Swetenham (Chef du service accès à l'information à la commission européenne sur la société de l'information et Media) lors de l'open data garage à Marseille le 6 juillet 2011

²¹ Chiffres recueillis auprès de Séverin Naudet Directeur de la mission Etalab lors du salon I-Expo le 18 mai 2011

²² Information recueillie auprès des services de la ville de Manchester dans une conversation courriel du 4 juillet 2011

²³ Propos de Margot Dor (Director for strategic project at European Telecommunications Standards Institute, Sofia Antipolis) recueillis lors d'une table ronde pendant L'open Data Garage à Marseille le 6 juillet 2011



Conclusion

Cette étude nous montre que le mouvement de l'Open Data est encore dans sa genèse. Il se lance de manière éparpillée. Même s'il n'est pas généralisé, il a cependant déjà permis la mise en ligne d'un grand nombre de données sur Internet. Ces données ont engendré la création de milliers d'applications permettant de mieux vivre au quotidien, de découvrir des espaces de façon simple et ludique, ou encore de créer de nouvelles manières de visualiser des informations utiles. Elles ont aussi permis -grâce à des initiatives comme Kansan Muisti en Finlande ou encore wherdoesmymoneygo en Angleterre (cf. Annexe III)- d'améliorer la transparence de l'action publique. Cela laisse présager de futurs outils de plus en plus complets grâce au croisement de différentes bases de données. Avantages et inconvénients devront être sérieusement étudiés car une application qui montre précisément les lieux et fréquences de crimes peut, par exemple, avoir une influence sur les déplacements de population.

Les acteurs publics et privés favorables à l'Open Data soulignent qu'il est très compliqué d'en évaluer réellement les retombés en termes de création de valeurs, d'emplois et d'entreprises sur les territoires concernés. Cela explique la persistance de réticences vis-à-vis de ce mouvement pour certains élus, techniciens ou agents de l'administration qui tardent à se lancer.

La prochaine étape de ce mouvement sera de convaincre les élus locaux. Pour y parvenir, il faudra clarifier le cadre juridique pour une réutilisation simple des données, adopter des standards techniques pour une réutilisation par le plus grand nombre, continuer les efforts d'animation de l'écosystème (institutions, associations, entreprises et citoyens), s'appuyer sur les retours d'expériences et favoriser l'adoption d'un guichet unique. L'accessibilité des informations ou des bases de données mises en ligne est une des composantes essentielles de la réussite de celui-ci. Les réutilisateurs ne doivent pas se perdre dans une multitude d'offres différentes. Une réflexion est d'ailleurs en cours sur un portail unique des données Européennes (www.data.eu)²⁵.

Finalement, ce sujet touche des domaines qui vont bien au-delà des seuls aspects techniques, juridiques ou économiques. C'est un débat de société, qui repose sur l'idée que le partage du savoir par tous est la garantie du progrès.

²⁴ Propos de Margot Dor (Director for strategic project at European Telecommunications Standards Institute, Sofia Antipolis) recueillis lors d'une table ronde pendant L'open Data Garage à Marseille le 6 juillet 2011

²⁵ Propos de Margot Dor (Director for strategic project at European Telecommunications Standards Institute, Sofia Antipolis) recueillis lors d'une table ronde pendant L'open Data Garage à Marseille le 6 juillet 2011



Annexe I

Le questionnaire

1. Etes-vous dans une dynamique d'ouverture de vos données publiques ?

- a. OUI
- b. NON (aller à la question 4.)

2. Si OUI, quelles sont vos motivations ?

- a. Cela va permettre de créer de nouveaux services locaux
- b. Cela va nous permettre de faire des économies
- c. Nous sommes favorables à la transparence
- d. C'est un mouvement inéluctable

3. Comment mettez-vous en œuvre cette ouverture ?

- a. Décision prise par l'administration et les élus
- b. Mise en place de workshop
- c. Données en licence libre
- d. Les données sont payantes
- e. Mise en place d'un portail de données, libre accès sur internet
- f. Externalisation du stockage des données

4. Si NON, pour quelles raisons ?

- a. Nous n'y avons pas encore réfléchi sérieusement
- b. Nous envisageons d'y travailler
- c. Cela n'est pas prioritaire
- d. Nous y avons renoncé pour des raisons budgétaires
- e. Nous ne disposons pas des compétences techniques pour cela

Auriez-vous des documents (rapports, études, liens hypertextes) susceptibles de préciser votre position ?



Annexe II

Récapitulatif réponses

Villes	Open Data	Pourquoi	Comment
Brussels	Oui	> Favorable à plus de transparence	> Mise en place d'un portail de données
Segrate	Non	> Ce n'est pas une priorité	
Helsinki	Oui	> Création de nouveaux services>> Réduction des coûts> Favorable à plus de transparence> C'est un mouvement inéluctable	> Volonté politique> Workshop> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données
Bordeaux	Oui		
Lyon	Oui	> Création de nouveaux services>> Réduction des coûts> Favorable à plus de transparence> C'est un mouvement inéluctable	> Mise en place d'un portail de données Mais ils ne sont encore qu'au stade de réflexion
Marseille	Oui	> Création de nouveaux services>> Favorable à plus de transparence	> Mise en place d'un portail de données Mais ils ne sont encore qu'au stade de réflexion
Berlin	Oui	> Création de nouveaux services>> Favorable à plus de transparence	> Volonté politique (en cours)> Workshops (prévus)
Bremen	Non	> Changement de municipalités et réorganisation des équipes, cela n'est donc pas une problématique actuelle	
Cologne	Non	> Réflexion en cours	
Riga	Non	> Ce n'est pas une priorité	
Luxembourg City	Non	> Réflexion en cours	
Barcelona	Oui	> Création de nouveaux services>> Favorable à plus de transparence	> Volonté politique
Bilbao	Oui	> Création de nouveaux services>> Réduction des coûts> Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données

Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?



Manchester	Oui	> Création de nouveaux services le point le plus important mais sont d'accord avec les autres points	> Volonté politique (en cours)> Workshops (prévus)
Guro-gu	Non	> Définition de l'Open Data à clarifier	
Vina del Mar	Oui	Volonté politique	> Volonté politique> Workshops> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données> Externalisation du stockage des données
Boston	Oui	> Création de nouveaux services Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Workshops> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données
San Francisco	Oui	> Création de nouveaux services Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Workshops> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données
Seattle, WA	Oui	> Création de nouveaux services Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Workshops> Licence Libre> Mise en place d'un portail de données
Bamako	Oui	> Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Licence Libre
Issy-les-Moulineaux	Non	> Réflexion en cours	
Trikala	Oui	> Création de nouveaux services Favorable à plus de transparence	> Volonté politique> Mise en place d'un portail de données
Martin	Oui	> Favorable à plus de transparence	> Mise en place d'un portail de données (en collaboration)
Wellington	Non	> Réflexion en cours	
Geneve	Non	> Réflexion en cours	



Annexe III

Fiches par ville



HELSINKI

Région d'Helsinki : 1 345 000 hab.

www.hri.fi

La ville d'Helsinki s'est associée avec 12 communes de son agglomération pour développer une plateforme Open Data, appelée Helsinki Region Infoshare.

Ce service comprend des jeux de données provenant des administrations des municipalités concernées. Les données sont entretenues par les autorités génératrices. Les utilisateurs de ce service peuvent soumettre des commentaires sur les jeux de données disponibles, participer à des discussions et soumettre des demandes de publication. Le portail fournit également des informations actualisées sur l'avancement du projet Région d'Helsinki Region Infoshare, ainsi que les retours d'expériences du projet et des informations générales concernant les données ouvertes.



[Suomeksi](#) / [In English](#) / [På svenska](#)

[Data](#) [Applications](#) [News](#) [Discussions](#) [About](#)

Data search

[Advanced search](#)

Newest data

[Helsinki metropolitan area Service Map REST-API](#)

Open regional data

The www.hri.fi online service offers you an easy way to find, obtain and utilise public data pools from the Helsinki Region as open data. The available data is mainly statistical data, but other open data from the region is also available.

We are working on improving the functionalities of the online service and promoting the availability of open data by listening to our users. This service provides a channel to submit your requests and feedback and to participate in related discussions.

This online service is part of the Helsinki Region Infoshare project in the cities of the Helsinki





Motivations

De par la qualité de ses systèmes d'information, la Finlande produit un grand nombre de données. Auparavant, elles étaient disponibles sur des formats papier ou inadéquat à une réutilisation informatisée. Cette initiative par du constat que l'information prend tout son sens à partir du moment où celle-ci est utilisée. Cela va permettre un soutien à la diffusion des connaissances, une aide à la prise de décisions mais aussi une meilleure utilisation d'autres ressources.

Tendre à libérer l'information aux bons formats va permettre de favoriser au maximum la réutilisation et par la même occasion d'avoir un impact sur :

- **La transparence et la démocratie** : cela va dynamiser la citoyenneté, la recherche et l'information (Data journalisme)
- **Le business et l'innovation** : avec le développement de nouveaux marchés
- **L'efficacité gouvernementale** : Permet une réutilisation par d'autres services (transfert de connaissances) de façon plus simple si les données deviennent interopérables.

On retrouve aujourd'hui **553 jeux** de données à disposition sur le site. Celui-ci répertorie aussi les applications développées avec ces données.

En parallèle à la mise en place du portail www.hri.fi, et pour dynamiser la réutilisation des données mises à disposition sur le site, un concours d'applications a été mis en place (Apps4Finland). Ce concours est ouvert à tous. Il permet de valoriser les initiatives lancées autour des données ouvertes. Avec 21000 € de gains pour les différentes catégories.

Les points forts

- Une volonté politique
- Une stratégie claire
- Un guichet unique
- Une vraie transparence de l'action mise en œuvre
- Une action menée conjointement par plusieurs villes (cohérence / interopérabilité)

Applications

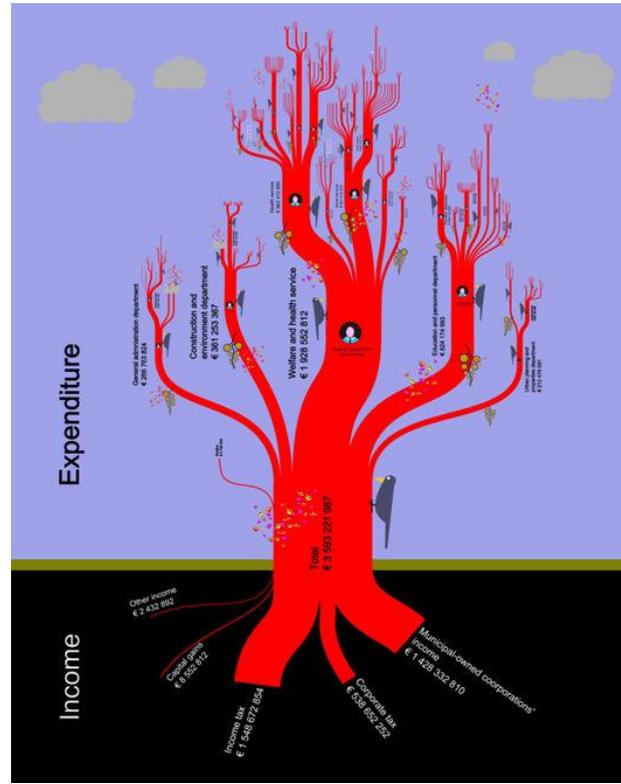
La libération des données publiques a permis à la communauté de développer diverses applications concernant le transport ou la démocratie comme le site **Kansan Muitsi** qui permet à chaque citoyen de comparer le programme des parlementaires avec leurs actions, ou **Tax Tree**, qui permet aux contribuables de connaître d'où proviennent et comment sont utilisés leurs impôts.



Kasan Muisti

The screenshot shows the website for Kansan Muisti. At the top, there is a navigation bar with links for 'Kansan muisti', 'Täysistunnot', 'Kansanedustajat', 'Puolueet', and 'Järjestöt'. Below this, there are sections for 'Suosituimmat' (Most Popular) featuring a grid of portraits, 'Uutiset' (News) with a list of recent articles, and a Facebook widget for 'Kansan muisti' showing 1,297 likes and a grid of member photos.

Tax Tree



Licence

Licence développée pour la ville, réutilisation commerciale ou non (<http://www.hri.fi/en/terms-and-conditions/>)



BORDEAUX

La communauté urbaine de Bordeaux (CUB) : 719 489 hab. (27 communes)

<http://data.lacub.fr/>

La CUB s'est lancée dans une démarche d'ouverture des données publiques en septembre 2010. Elle s'est depuis dotée d'un portail dédié à l'Open Data. On y retrouve les 60 jeux de données mis à disposition, des exemples d'applications développées à partir des données disponibles et les contacts pour commenter les données ou émettre des requêtes aux services en charge de déployer cette politique.

Motivations

La CUB a décidé de mettre gratuitement ses données publiques à disposition des citoyens, des associations, des entreprises, des chercheurs, pour qu'ils puissent les réutiliser afin de créer des services numériques innovants : applications mobiles, systèmes d'information, portails Internet, etc.

Pour la CUB, les collectivités locales ne peuvent plus agir seules pour produire les services numériques qui permettront de mieux vivre ensemble demain. Elles doivent privilégier le



dialogue et la coproduction sur un mode collaboratif avec les réutilisateurs.

Mise en Œuvre

Pour la mise en œuvre de ce projet, la CUB affiche clairement une démarche expérimentale de coproduction. Elle s'est donc rapprochée de multiples partenaires tels que la FING (Fédération Internet Nouvelle Génération), l'AEC (Aquitaine Europe Communication), le



Conseil Régional d'Aquitaine, le Conseil Général de la Gironde (via Gironde Numérique). On observe aussi l'inclusion de partenaires privés tels que Keolis ou encore la lyonnaise des Eaux.

Un plan d'action a été développé sur un an entre décembre 2010 et décembre 2011.

Le site internet data.cub.fr : Celui-ci a été ouvert en décembre 2010 et permet de trouver les données libérées en téléchargement, de voir les applications qui en découlent mais aussi de voir les conditions de réutilisations de ces données. Cet outil comporte une partie commentaire permettant aux usagers de collaborer dans cette démarche.

Des évènements Open Data : Afin de rencontrer les usagers et utilisateurs potentiels des données et futurs services développés dans ce cadre. Avec plus particulièrement **un appel à projet innovants** dans le cadre de Bordeaux Métropole 3.0 lors duquel 6 applications ont été récompensées par des sommes allant de 2500 à 7500€.

Les données libérées à ce jour concernent 5 grandes thématiques : cartographie, déplacement, nature - eau – assainissement, urbanisme – aménagement et enfin voirie – espaces publics.

Points Forts

- Une volonté politique
- Cohésion entre les différents niveaux de collectivités
- Un portail unique
- Des actions en faveur du développement de ces pratiques

Applications

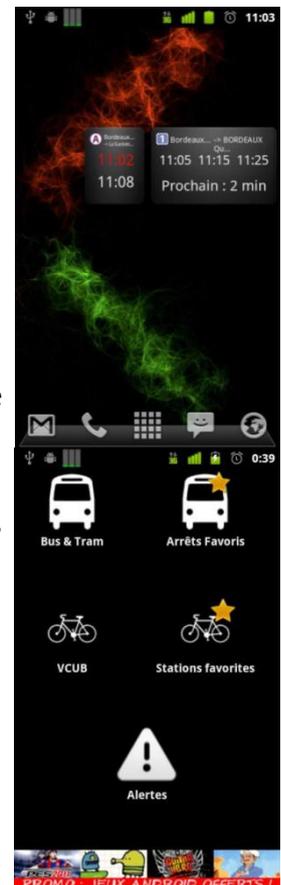
Transports Bordeaux

Application pour Smartphones Android, fournissant un accès rapide

aux données des transports de Bordeaux dans votre poche.

Cette application regroupe les fonctionnalités suivantes sur les transports de Bordeaux :

- Horaires de Bus et de Tram avec géo-localisation
- Arrêts de Bus à proximité
- Widgets pour permettre l'accès rapide aux horaires
- Vélos disponibles dans les stations VCUB
- Stations VCUB à proximité
- Gestion des arrêts de Bus favoris
- Gestion des stations de Velo favorites
- Perturbations et compte Twitter @tbc



Licence - Ils ont développé une licence en collaboration avec l'APIE (Agence du patrimoine immatériel de l'état) (<http://data.lacub.fr/license.php>)



BARCELONE

(1,6 million d’habitants pour la ville et 3,2 pour l’agglomération)
<http://w20.bcn.cat/opendata/>

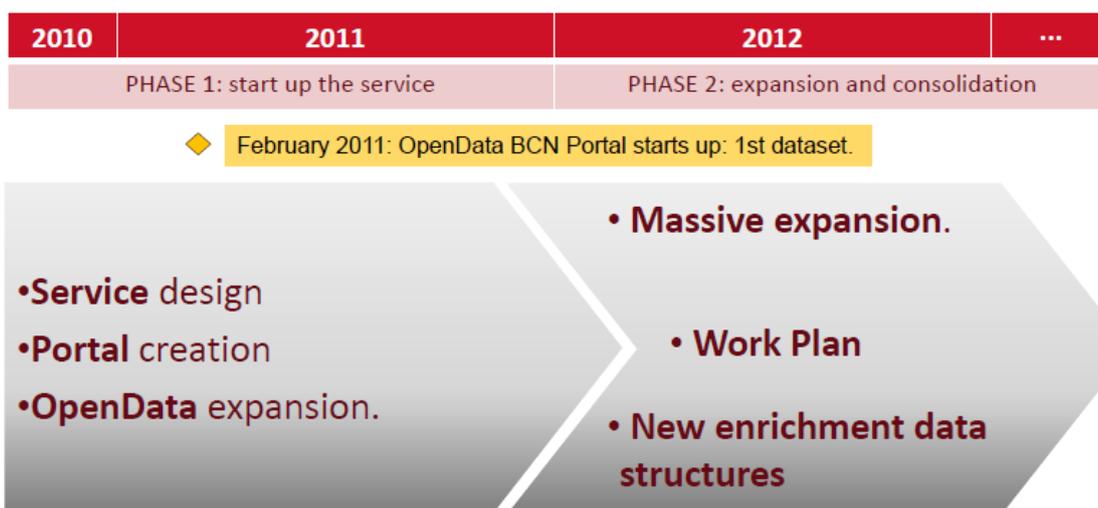
La ville de Barcelone fait partie des collectivités pionnières en ce qui concerne la libération de ses données publiques. En effet, celle-ci met à disposition des informations sur internet depuis 1995. Jusqu’en 2010, ces données étaient brutes. Depuis la mise en œuvre de sa politique Open Data à partir de 2010, la ville continue de libérer le plus possible de données quelque soit le format, tout en adaptant ses nouvelles données à un format réutilisable.

Motivations

La ville met à disposition ses données pour trois raisons principales : améliorer la transparence du gouvernement, favoriser l’accès à l’information du plus grand nombre, générer de la croissance économique par les nouveaux usages en favorisant l’innovation et la recherche.

Mise en Œuvre

Comme mentionné précédemment cette démarche n’est pas récente. Un premier site de mise à disposition des données et informations de la ville existe depuis 1995. Le mouvement Open Data introduit une autre dimension qui est de favoriser la réutilisation de ces données par l’utilisation de formats adéquats. Dans cette logique la ville de Barcelone a fait des efforts depuis le début 2010.



Les 510 jeux de données à disposition et autres documents sont téléchargeables sur le

portail Open Data Barcelona.

Quelle stratégie Open Data pour le G.C.D. ?



Points Forts

- Une volonté politique
- Dynamique existante depuis 1995
- Une stratégie claire
- Un grand nombre de données libérées

Licence

La municipalité de Barcelone a choisi la licence Créative Common (CC-BY 3.0)

GURO

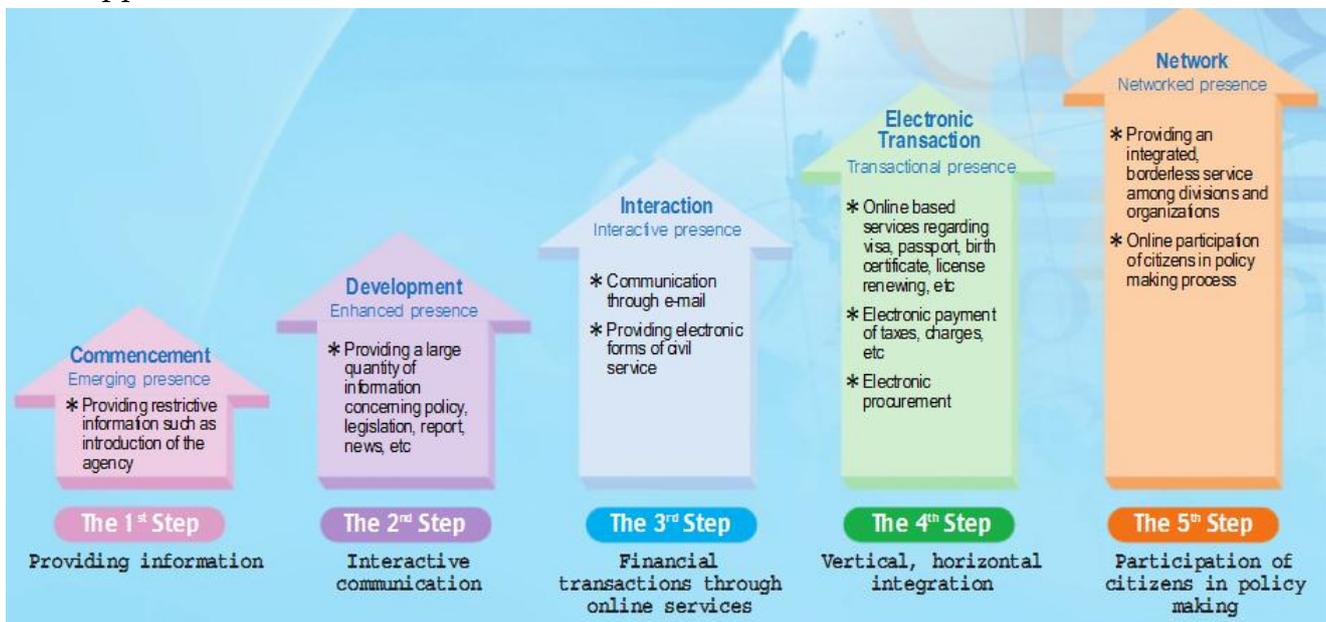
Guro est un quartier de Séoul avec une population d'environ 420 000 personnes. Il est un des hauts lieux des nouvelles technologies de ce pays, avec plus de 7000 entreprises du secteur des technologies de l'information.

Motivations

Depuis Novembre 2004, Guro a affirmé sa volonté de transformer cette ancienne zone industrielle en un quartier à la pointe des technologies numériques. En 2007, Guro a annoncé vouloir devenir un modèle d'e-Gouvernance locale. Pour cela elle déploie des technologies de pointe au service de l'ouverture, la transparence, la participation citoyenne afin de devenir une administration efficace et digne de confiance. Le concept d'Open Data tel qu'il est mis en œuvre en Amérique ou en Europe ne semble cependant pas encore être développé en Asie.

Mise en Œuvre

Afin de clarifier ce concept d'e-Gouvernance, ils ont identifié différentes phases de développement.



Points Forts

- Une vision de long terme
- Une orientation stratégique cohérente (mise en place progressive et développement des infrastructures : capteurs, centres de formations, réseau numériques)
- Prise en main du projet par les pouvoirs publics



Application

Dans le cas de Guro les applications et services sont pensés par la ville pour les citoyens et entreprises :

e-Services se réfère au e-procurement avec la prise de rendez-vous pour un bilan de santé au centre de santé publique de district, les affaires civiles, des services personnalisés d'information sur les appels d'offres disponibles via l'Internet, un cyber center et un cyber centre commercial pour les entreprises.

e-administration fait référence à « l'e-approbation », la gestion des connaissances, et de la performance des systèmes de gestion du personnel qui favorise une administration rapide et efficace, sans utilisation de papier.

e-Information est le système OPEN (Open Procedures Enhancement for civil application), avec des bulletins d'information, la diffusion sur Internet d'informations vidéos et un système intégré d'information administrative afin d'offrir aux citoyens des résultats en temps réel sur les affaires civiles ainsi que d'un large éventail d'informations utiles sur la collectivité.

e-participation est l'email pour le maire, liés à l'envoi de rapports via Internet, un forum sur la politique locale, l'animation de groupes de citoyens, des sondages d'opinion des citoyens avec les services via SMS, l'Internet et les autres outils mobiles, des concours mettant en avant les meilleures idées des citoyens, la possibilité pour les citoyens d'émettre des commentaires, et la participation des citoyens au processus d'élaboration du budget.

Les outils mis en œuvre

Un forum de discussion autour des problématiques de Guro, pour permettre l'émergence d'idées des administrés pour la politique de développement de la ville.

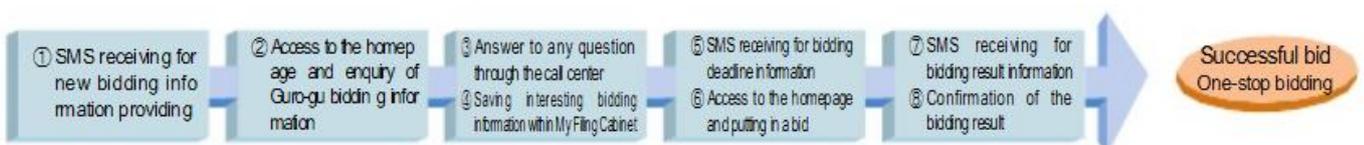
Contact direct avec le maire et le top management de la ville par le biais d'un service d'e-mail.

15 Bornes de service ont été installées dans les points fréquentés de Guro et ainsi permettre aux citoyens de récupérer des justificatifs ou autres services sans passer par le guichet de la mairie (40 actions possibles). L'identification se fait par empreintes digitales.

Paiement des impôts via internet (auto, habitation, professionnelle, développement régional, eau, amendes...)

Site de **présentation des entreprises** implantées sur le territoire afin de retrouver un maximum d'information. Ceci a pour but de donner une plus grande visibilité à celles-ci et ainsi développer leurs activités.

Un espace regroupant tous les appels d'offre (publics et privés) du territoire national avant d'améliorer la compétitivité des entreprises.





Un système permet aux citoyens de prendre en photos des problèmes sur la voie publique. Ce système est complété par une patrouille qui constate d'autres problèmes (routes abimées, déchets, endroits dangereux...). Ils s'occupent aussi de régler ces problèmes.

U-health care System : avec la mise en place de capteurs qui relient directement les patients avec leurs médecins avec les chiffres de pression sanguine ou de glycémie qui sont transmis automatiquement via le Health care center (centre de santé numérique).

Cultural service : diffusion via SMS ou par le biais d'application des différents événements culturels qui vont avoir lieu (concert, film et autres) avec la possibilité de consulter les horaires ou d'acheter ces billets.

Cyber child care system : permet d'informer les parents sur les infrastructures adaptées, prendre des rendez vous avec des personnes en charge de la petite enfance...

Rendez vous santé : Possibilité voir la disponibilité des médecins et de prendre un rendez vous directement par internet au centre de sante de Guro.

Une page d'accueil pour les personnes âgées, les enfants et les handicapés afin de leur permettre d'accéder aux informations de la ville dans des conditions simplifiée.

Le Cyber centre culturel : permet aux personnes qui ne peuvent accéder habituellement à la culture de bénéficier de cours de langues, d'art floral...

La cyber Bibliothèque permet de rechercher et réserver des livres 24h/24, ils peuvent sélectionner le choix du lieux de l'emprunt et du retour au plus pratique pour eux. Tout cela grâce au système de gestion informatique des livres.

On retrouve aussi des classes d'initiation aux technologies de l'information et de la communication ouvertes à tous pour notamment diminuer la fracture numérique entre les citoyens.

Voici donc un éventail des services rendus à Guro. Tout cela est possible grâce à la mise en place d'infrastructures avec différents Média Center traitant les requêtes et y répondant, mais aussi grâce au réseau de fibre optique installé pour permettre ce flux important et permanent d'information.

Licence

Pas de licence pas de mise à disposition des données



SAN FRANCISCO

La ville de San Francisco et sa région compte 805 000 habitants. Cette ville se trouve à proximité de la Silicon Valley reconnue dans le monde entier pour son écosystème d'établissements de formations, de startups mais aussi de géants de l'industrie du numérique.

Motivations

La ville de San Francisco cherche avec ce processus d'ouverture de données à accroître la transparence sur le fonctionnement de la ville et de son administration, à engendrer la création de nouveaux services, et à développer son activité économique dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Mise en Œuvre

La ville a lancé la plateforme datasf.org.

Ce site a pour but de favoriser l'accès aux données libérées, d'aider les communautés à créer de nouveaux services innovants, de connaître les besoins futurs de nouveaux jeux de données et enfin d'obtenir des retours quant à la qualité des données présentes sur le site.

Points Forts

- Forte volonté politique
- Un écosystème rodé aux problématiques nouvelles technologies



Application

Mom Maps C'est une application que l'on retrouve sur Smartphone qui permet à ses utilisateurs de découvrir les lieux les plus adaptés pour les enfants. On y retrouve de façon géolocalisés les parcs, restaurants, musées et espaces de jeux pour enfants. Grace à la fonction GPS de plus en plus présente sur les téléphones nouvelle génération, les résultats les plus proches apparaîtront et une carte permet aux utilisateurs de s'y rendre facilement.

Licence

Ils ont créé leurs propres conditions d'utilisation.



SANTIAGO

(5428590 habitants)

La Municipalité de Santiago du Chili est dans un processus de modernisation destiné à améliorer la qualité des services fournis et la transparence de sa gestion, de revaloriser l'action de l'administration aux yeux des habitants et de répondre plus efficacement aux demandes, besoins et attentes que ces derniers formulent.

Dans ce contexte, et en conformité avec les dispositions de la loi n°20.285 sur l'accès à l'information publique, la ville cherche à améliorer la transparence de l'action des organismes gouvernementaux, y compris de la ville, en établissant un cadre clair pour la transparence en évitant toute discrimination ou de retard dans la livraison de ces informations.

Cette nouvelle réglementation permet aussi de rendre transparente la gestion administrative et financière des divers services publics tous les domaines, de manière à atteindre une optimisation des services et une utilisation plus efficace des ressources disponibles pour chaque organisation. Le but spécifique est de répondre efficacement aux demandes de la communauté.

Motivations

Pour la ville de Santiago, le principe de transparence et le droit d'accès à l'information publique renforcent la démocratie et favorisent un climat de confiance avec la population. L'idée est de lui donner un nouveau rôle basé sur la participation et le contrôle de l'action publique. Pour que cela soit possible, il faut pouvoir avoir accès aux données ouvertes mais aussi aux applications.

Mise en Œuvre

Santiago fut le théâtre d'un grand événement autour de l'Open Data avec le TECHCAMP qui a eu lieu en novembre 2010 pour mettre en relation les professionnels du secteur, les organisations non gouvernementales et des ingénieurs Latino Américains.

Ce rassemblement fut l'occasion d'introduire ce qu'est l'Open Data, ses grands enjeux et retours attendus (transparence, démocratie ou encore le développement économique). Il est à noter que ces conférences et présentations qui se sont tenues sur deux jours durant le « Personal Democracy Forum » furent financées et organisées par le département d'Etat des Etats Unis et l'Ambassade américaine au Chili.

Points Forts

- Une volonté politique
- Mise en place de concertation avec la société civile

Application - Pas encore d'applications

BILBAO

Capitale de la province du Biscaye, Bilbao est une ville de 350 000 habitants au sein d'une agglomération représentant un total de 950 000 habitants. Cette région est l'un des principaux centres économiques du pays.

Motivations

L'initiative de la libération des données de Bilbao s'inscrit dans une démarche politique globale instaurée par le gouvernement basque. Celui-ci a ordonné la mise en place de l'ouverture des données publiques le 29 décembre 2009 dans le cadre de la législation espagnole 37/2007 sur la réutilisation des données publiques. (Transposition de la directive européenne 2003/98/EC). Le pays basques s'est engagé depuis dans un véritable mouvement de libération des données en sa possession sauf pour les données soumises à des restrictions de confidentialité, de sécurité ou encore de propriété intellectuelle.

Les objectifs de ce projet peuvent être résumés ainsi²⁶ :

- Mettre en place un meilleur système d'information de l'administration
- Améliorer la transparence
- Rendre les données publiques interopérables sur le web
- Favoriser l'innovation
- Créer de la valeur par la réutilisation des données publiques

Mise en Œuvre

Environ 1500 jeux de données ont été libérés dans des formats réutilisables selon des critères de priorité. Pour optimiser la libération des données, le Pays Basque a mis en place un portail unique (euskadi.net). Une fois cette plateforme déployée, la focalisation s'est faite plus particulièrement sur les usages. Pour cela ils ont mis en place un blog (<http://opendata.blog.euskadi.net/>). Blog sur lequel les fournisseurs et utilisateurs de données peuvent échanger sur les formats nécessaires à une réutilisation plus simple. Les demandeurs de données pouvaient aussi faire des requêtes pour en libérer d'autres qui ne le sont pas encore.

L'animation de la communauté producteurs/réutilisateurs/usagers des futurs services est pour le top management de ce projet une nécessité pour promouvoir et donc développer ce processus. Par le décret 472/2009, le bureau des services aux citoyens est devenu responsable de l'ouverture des données publiques²⁷.

Voici la page d'accueil du portail opendat.euskadi.net :

²⁶ <http://opendata.blog.euskadi.net/en> accédé le 27 juillet 2011

²⁷ <http://www.slideshare.net/alorza/four-clues-for-untying-the-gordian-knot-of-public-sector-information-w-notes>



Hasiera



asmatu & eraiki
Eusko Jaurlaritzaren datu publikoen eskutik

Azpimarragarriak

- Euskal Autonomia Erkidegoko eremu txikietakoko hilkortasun-atlasa (1996-2003)
[MDB](#) (1.4 Mb) [CSV](#) (730 Kb) [SHP](#) (1.3 Mb) [KMZ](#) (35 Mb)
[RDF](#)
- Bozketa guztien emaitzak Euskadin, 1977. urtetik
2011/05/19
- 2011. urteko Euskadiko lan egutegia
[XML](#) (88 Kb) [XLS](#) (113 Kb) [CSV](#) (32 Kb) [RDF](#)

[→ Ikus datuen bilatzailea](#)

Zer da Open Data Euskadi?

Eusko Jaurlaritzaren datu publikoak formatu berrerrabiltzarri jaso zezake aukera ematen duen ataria da. Hauek dira bere helburu nagusiak:

Datuak nola erabili?



Azken datuak

Berriena datu katalogoan

● 1979. urteko Biltzar Nagusietarako Hauteskundeak (Euskal Autonomia Erkidegoa)

Points Forts

- Un cadre politique clair, au cœur d'une stratégie d'ouverture du gouvernement
- Un leadership fort au plus haut niveau
- Une plate forme technologique qui centralise et partage l'information (euskadi.net)
- Une culture de la transparence qui commence à être acceptée par les agents et fonctionnaires

Applications

Metroo

Ce service est un réseau social centré autour des villes espagnoles dont Bilbao. Il est complété par une application Smartphone et permet aux usagers et touristes de retrouver facilement des commerces et attractions de la ville. Pour Bilbao ce n'est pas moins de 1946 commerces ou encore 207 point d'intérêt autour de la culture et de l'art. Ce site permet aussi aux usagers de faire la promotion d'évènements et chacun peut ajouter des points d'intérêts qui seraient absents. Cela permet également une auto-évaluation des points d'intérêts par les usagers eux-mêmes.²⁸ Avec par exemple, un recensement des zones routières à risques issues des informations des services de la ville.

²⁸ <http://bilbao.metroo.es/>



Metroo a été réalisé par une entreprise Basque, Mapalia Networks.

API pour informer des subventions publiques

Un autre projet permettant une plus grande visibilité de l'action publique est la création d'une interface (API) développée sur le modèle d'un moteur de recherche pour faciliter la recherche des subventions. Celles-ci sont en effet classées par date d'expiration de remise de dossier. Cela permet donc un accès simplifié à cette information pour le contribuable.

Les perturbations du trafic routier en temps réel²⁹

Une application a été développée pour accéder aux informations sur les problèmes de circulation.

Licence Creative commons BY (CC BY)

²⁹ <http://opendata.blog.euskadi.net/blog-en/technical/realtime-traffic-issues-in-the-basque-roads/>



BOSTON

La ville de Boston compte environ 618000 habitants selon le dernier recensement de 2010, mais elle est le cœur d'un espace urbain regroupant 4,5 millions de personnes soit la dixième aire urbaine du pays.

Motivations

C'est lors de son discours d'investiture en 2010 et suite à la directive de l'Etat portant sur l'e-Gouvernement, que le maire Thomas M. Menino lance un défi à son administration. Il souhaite «transformer les services de base de la ville et créer une vague d'innovation pour la municipalité». Cette directive a poussé le service de l'Innovation & Technologie à développer de nouvelles pratiques avec des objectifs clairs. Parmi ces objectifs on retrouve :
L'implication des citoyens : avec une plateforme web d'échanges des données publiques et des retours des usagers

- Adapter les services aux besoins changeant des contribuables
- Améliorer l'efficacité : avec un nouveau système d'information
- Innovation continue : appel du maire aux associations, entreprises et citoyens pour créer un hub de l'innovation. Il souhaite fortement développer la collaboration entre les différents acteurs de la ville.

Mise en Œuvre

La ville de Boston a développé 3 espaces sur son site internet cityofboston.gov regroupant : les explications de la démarches (cityofboston.gov/open), les données (data.cityofboston.gov), et les idées et retours des utilisateurs (idea.cityofboston.gov). Ce site explique la démarche entreprise aux utilisateurs et donne les outils afin de développer de nouveaux services pour les citoyens et entreprises de la ville. En parallèle, un groupe google a été mis en place pour les acteurs plus avertis (utilisateurs des données et développeurs) dans le but de pouvoir échanger avec ces communautés et améliorer le service rendu (formats, données libérées ou encore API).



Calendrier de mise en oeuvre

	Juillet - Sept 2010	Oct - Dec 2010	Jan - Mars 2011	Avril - Juin 2011
IT Systems	Finaliser la première sélection des données	Mise en place du site d'accès aux données	Développer les liens avec Hansen	Développer les jeux de données disponibles
Développement de la communauté	> Lancement de l'évènement CC2.0 > Recrutement des Beta testeurs	> Première réunion bi mensuel avec les développeurs > Concours d'applications de transport	> Concours d'application > Concours de visualisation	> Continuité des efforts
Stratégie	> Mise en place des documents stratégiques	> Développer des partenariats avec les services	> Créer une participation au sein des acteurs de la ville et une politique des données	

Points Forts

- Une volonté politique forte
- Une recherche active de subventions (200 millions de dollars) dont une partie est dédiée à ce type de problématiques ce qui a permis de lever d'autres fonds privés.
- Un site web bien identifié
- Un plan d'action formalisé

Application

Citizen Connect App - C'est une application permettant aux citoyens de pouvoir mieux communiquer avec les services des villes. Elle permet en autres de signaler des problèmes dans son quartier comme la chaussée détériorée, des graffitis ou encore des ordures non ramassées.

Licence - La ville a créé sa propre licence



Vinã Del Mar

(287000 habitants)

La ville Del Vinã Del Mar est située sur la cote Chilienne à environ 120 Km de la capitale Santiago. La ville a su tirer profit de sa situation de bord de mer mais aussi de son patrimoine culturel et gastronomique. Cela en fait la destination préférée des Chiliens mais aussi des touristes étrangers.

Motivations

Vinã Del Mar est dans un processus de modernisation de son administration locale. Le but est d'augmenter la qualité de services offerts aux usagers et citoyens de la ville, qui s'inscrit dans une volonté de transparence qui s'accorde avec les dispositions de la loi 20 285 régissant l'accès aux données publiques.

Mise en Œuvre

La mise en œuvre de cette politique est assez simple. On peut retrouver sur le site de la commune des informations comme :

Les publications au journal officiel

Les contrats d'approvisionnement de la ville

Le budget

Les décisions du conseil municipal

Subventions et programmes sociaux et d'autres

L'accès à ces données se fait en téléchargement direct sur cette plateforme. Pour les données non mentionnées, il est possible de remplir un formulaire de demande d'accès à d'autres données.

Il est à noter que les données sont libérées sous le format pdf. Ce format n'est pas le format optimum pour favoriser la réutilisation des données. Mais dans une logique de transparence la démarche est concrète.

Points Forts

- Une volonté politique
- Portail de données
- Mise en place de concertation avec la société civile

Application

Pas encore d'applications mais des services

Formulaires en ligne

Décisions municipales en ligne

Pas de licence de réutilisation des données.





Issy-les-Moulineaux

La ville d'Issy-les-Moulineaux se situe aux portes de Paris. Elle compte une population d'environ 64 000 habitants. La ville est un centre économique important avec environ 70 000 emplois recensés sur la commune (dont 35 000 dans le secteur du numérique et des médias). On retrouve des grands acteurs de l'industrie de l'informatique et de la communication avec notamment : CISCO, Microsoft, Huawei, Orange Labs ou encore Bouygues Telecom. Cela fait d'Issy-les-Moulineaux un territoire privilégié pour la mise en place d'outils numériques au sein de son administration.

Motivations

Poussé par son maire André Santini, la ville a su développer une image « High Tech » forte. C'est dans la continuité de ce mouvement qui a pris naissance en 1995 que la ville d'Issy-les-Moulineaux a - dans le cadre de l'association Global Cities Dialogue - décidé de réfléchir sur l'ouverture de ses données publiques. La motivation de la commune est de continuer à créer de nouveaux services numériques innovants. Pour offrir toujours plus de confort aux habitants, travailleurs et touristes qui se déplacent sur le territoire.

Mise en Œuvre

Pour mener sa réflexion sur ce thème, la ville d'Issy-les-Moulineaux est donc porteuse du projet d'études sur les pratiques Open Data dont ce rapport fait l'objet. En parallèle, une réflexion est menée avec les services de l'Etat pour une éventuelle libération des données de la ville. Sont concernées les données touristiques et culturelles dans un premier temps. Le recensement des autres jeux de données potentiellement libérables viendront lors de réunions regroupant les services de la ville. Celles-ci se tiendront fin 2011 et début 2012. Pour soutenir son activité et mettre en œuvre cette politique, la ville s'inscrit dans une démarche partenariale via la participation à des projets européens.



Applications

Teliss (Télé services d'Issy)

Permet de Réserver et payer la restauration scolaire, inscrire son enfant aux centres de loisirs ou aux activités périscolaires. Les usagers reçoivent des alertes par courriel et SMS dans le cadre de la gestion du compte familial. Il est aussi possible de télécharger des formulaires administratifs.

Plus de 60 % des paiements pour la restauration scolaire sont effectués par Internet

Depuis décembre 2009, Issy-les-Moulineaux utilise avec succès Pay by Phone, un système pratique permettant de payer son stationnement par téléphone mobile.



Plus de services

De l'acte de naissance commandé en ligne à la demande d'arrêté municipal pour autoriser le stationnement du camion de déménagement, en passant par la réservation de jeux à la Ludothèque, de vidéos, de livres ou de CD à la Médiathèque, le nombre de services disponibles en ligne est important. L'envoi d'un SMS confirmant la livraison du passeport demandé a permis de réduire de 23 jours à 5 jours le délai de délivrance. On retrouve aussi l'inscription sur les listes électorales depuis 2009.



La finance de la ville en ligne

On observe une réelle volonté de transparence de la part de la municipalité. On peut retrouver en ligne le rapport financier annuel. Un module spécifique explique aux jeunes de 9 à 14 ans le fonctionnement d'un budget municipal. Avec un nouvel épisode tous les ans, les aventures d'Elsa et Jules permettent de sensibiliser les élèves à leur futur rôle de citoyen. Le vote électronique

Depuis 1995, Issy-les-Moulineaux a testé plusieurs dispositifs de vote électronique : des machines à voter, des kiosques à voter (c'est-à-dire des machines reliées à un serveur centralisé), et le vote par Internet, notamment à l'occasion des élections aux conseils de quartier de décembre 2002 et décembre 2005. Les machines à voter ont été généralisées pour toutes les élections en 2007.

Licence

Réflexion sur l'utilisation de la licence développée par la Mission Etalab.
Réflexion sur une licence de réutilisation au sein d'un projet européen.